

Cote du document: EB 2012/106/R.18/Rev.1  
Point de l'ordre du jour: 11 c) i)  
Date: 21 septembre 2012  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

**F**



Ouvrer pour que les  
populations rurales pauvres  
se libèrent de la pauvreté

## **Rapport du Président**

### **Proposition de prêt et don à la République populaire de Chine pour le**

### **Projet d'amélioration des infrastructures agricoles et rurales dans le Hunan**

#### **Note pour les représentants au Conseil d'administration**

##### Responsables:

##### Questions techniques:

**Sana F.K. Jatta**  
Chargé de programme de pays  
téléphone: +39 06 5459 2446  
courriel: s.jatta@ifad.org

##### Transmission des documents:

**Deirdre McGrenra**  
Chef du Bureau des organes directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2374  
courriel: gb\_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent sixième session  
Rome, 20-21 septembre 2012

---

Pour: **Approbation**

## Table des matières

<b>Sigles et acronymes</b>	<b>ii</b>
<b>Carte de la zone du projet</b>	<b>iii</b>
<b>Résumé du financement</b>	<b>iv</b>
<b>Recommandation d'approbation</b>	<b>1</b>
<b>I. Contexte stratégique et justification</b>	<b>1</b>
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	2
<b>II. Description du projet</b>	<b>4</b>
A. Zone d'intervention et groupe cible	4
B. Objectif de développement du projet	4
C. Composantes/résultats	4
<b>III. Exécution du projet</b>	<b>6</b>
A. Approche	6
B. Cadre organisationnel	6
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	7
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	8
E. Supervision	9
<b>IV. Coût, financement et avantages du projet</b>	<b>9</b>
A. Coût du projet	9
B. Financement du projet	9
C. Résumé des avantages et analyse économique	10
D. Durabilité	11
E. Identification et atténuation des risques	11
<b>V. Considérations d'ordre institutionnel</b>	<b>11</b>
A. Respect des politiques du FIDA	11
B. Alignement et harmonisation	12
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	12
D. Participation à l'élaboration des politiques	12
<b>VI. Instruments juridiques et autorité</b>	<b>12</b>
<b>VII. Recommandation</b>	<b>13</b>
<b>Annexe</b>	
Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	14
<b>Appendice</b>	
Logical framework (Cadre logique)	

## **Sigles et acronymes**

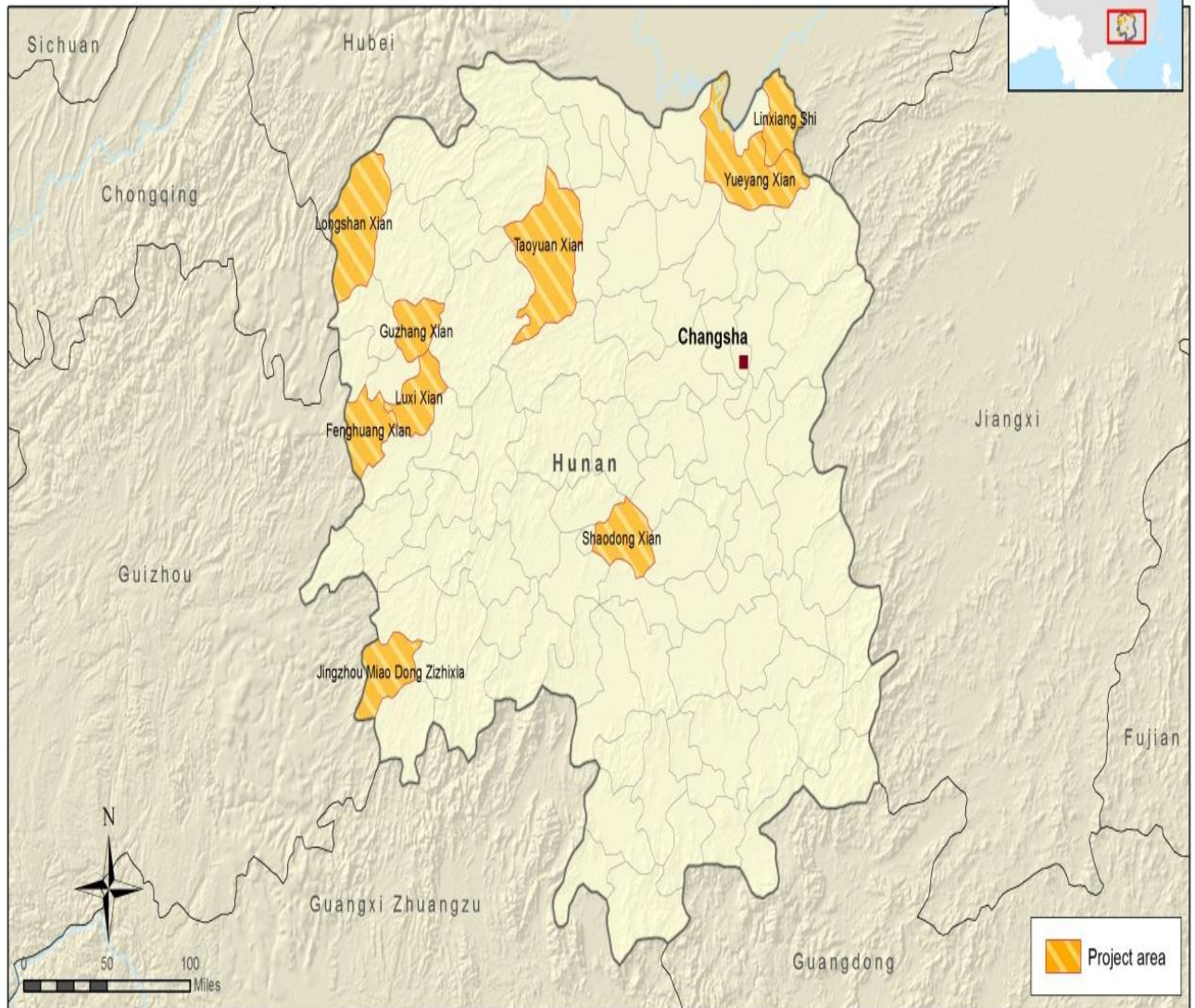
BGP	Bureau de gestion de projet
COSOP	Programme d'options stratégiques pour le pays
HARIIP	Projet d'amélioration des infrastructures agricoles et rurales dans le Hunan
PIB	Produit intérieur brut
PTBA	Plan de travail et budget annuel
S&E	Suivi-évaluation

## Carte de la zone du projet

### China

### Hunan Agricultural and Rural Infrastructure Improvement Project

Design report



14-11-2011



**Source:** FIDA

*Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.*

## République populaire de Chine

### Projet d'amélioration des infrastructures agricoles et rurales dans le Hunan

#### Résumé du financement

<b>Institution initiatrice:</b>	FIDA
<b>Emprunteur/bénéficiaire:</b>	République populaire de Chine
<b>Organisme d'exécution:</b>	Ministère des finances
<b>Coût total du projet:</b>	93,2 millions d'USD
<b>Montant du prêt du FIDA:</b>	30,25 millions de DTS (équivalant approximativement à 46 millions d'USD)
<b>Montant du don du FIDA:</b>	0,66 million de DTS (équivalant approximativement à 1,0 million d'USD)
<b>Conditions du prêt du FIDA:</b>	18 ans, y compris un différé d'amortissement de cinq ans, avec un taux d'intérêt correspondant au taux de référence annuel établi par le FIDA sur une base semestrielle
<b>Contribution de l'emprunteur/ du bénéficiaire:</b>	Approximativement 45,6 millions d'USD
<b>Contribution des bénéficiaires:</b>	Approximativement 0,6 million d'USD
<b>Institution chargée de la préévaluation:</b>	FIDA
<b>Institution coopérante:</b>	Directement supervisé par le FIDA

## Recommandation d'approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de la République populaire de Chine pour le Projet d'amélioration des infrastructures agricoles et rurales dans le Hunan (HARIIP), telle qu'elle figure au paragraphe 52.

## Proposition de prêt et don à la République populaire de Chine pour le Projet d'amélioration des infrastructures agricoles et rurales dans le Hunan

### I. Contexte stratégique et justification

#### A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. **Résultats macroéconomiques.** La Chine a connu une expansion économique sans précédent au cours des 30 dernières années. Le taux de croissance réelle du produit intérieur brut (PIB) a été en moyenne de 10% pendant plus d'une décennie, jusqu'en 2007, et il était encore de l'ordre de 9% en 2009 et en 2010, malgré la crise financière mondiale et la flambée des prix des denrées alimentaires. Sous l'effet d'une croissance économique rapide et du déclin démographique, le PIB par habitant est passé de 381 yuan en 1978 à 29 700 yuan (soit 4 500 USD) en 2010; en 2009, le revenu national brut (RNB) par habitant en valeur nominale (mesuré selon la méthode Atlas) était estimé à 3 650 USD. Ces résultats ont été obtenus dans un contexte de profonde transformation structurelle. Un changement progressif mais significatif s'est produit dans la composition du PIB, où la part de l'agriculture a reculé, passant de 30% en 1980 à 10% en 2009, au profit de l'industrie et des services. Pendant cette période, la Chine a également progressé au regard des indicateurs de développement humain. En 2010, l'espérance de vie globale à la naissance était d'environ 75 ans.
2. **Agriculture et développement rural.** Quelque 745 millions de personnes – soit 56% de la population (1,341 milliard de personnes en 2010) – vivent encore dans les zones rurales, où 64% des habitants se livrent à l'agriculture, à la foresterie, à l'élevage et à l'aquaculture. Le revenu moyen par habitant au sein de la population rurale est passé de 686 yuan en 1990 à 5 919 yuan en 2010, mais ce chiffre représentait encore moins du tiers du revenu disponible par habitant parmi les ménages urbains, qui était alors de 19 109 yuan. En dépit de ces chiffres, les résultats obtenus dans le secteur agricole depuis 1978 sont remarquables. La production vivrière globale par habitant a augmenté, passant de 319 kg en 1978 à 400 kg en 2010, principalement grâce à des gains de productivité. En 2010, et pour la septième année consécutive, la Chine a enregistré des récoltes exceptionnelles, engrangeant plus de 500 millions de tonnes de céréales pour la quatrième année successive. Ce pays, qui ne possède que 9% des terres arables de la planète, nourrit 20% de la population mondiale. Le Gouvernement chinois a constamment atteint l'objectif de sécurité alimentaire fixé dans le cadre de sa politique agricole, tout en réduisant la pauvreté rurale.
3. **Réduction de la pauvreté.** Une large participation à la croissance économique induite par les réformes, alliée à un programme national de réduction de la pauvreté bien financé, a permis de faire reculer considérablement la pauvreté rurale absolue en Chine au cours des 30 dernières années. Sur la base du seuil de pauvreté précédent, fixé à 1 274 yuan par habitant, la population rurale pauvre est passée de 250 millions de personnes en 1978 à 27 millions en 2010, soit un recul du taux de prévalence de 31% à 4%. Le 29 novembre 2011, le gouvernement a établi le seuil

de pauvreté à un revenu annuel net par habitant de 2 300 yuan, ce qui porte le nombre de pauvres à environ 128 millions de personnes. Même ainsi, la Chine dépasse déjà l'Objectif du Millénaire pour le développement consistant à réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population dont le revenu est inférieur à 1 USD par jour. La répartition de la pauvreté varie toutefois considérablement entre les provinces et au sein de celles-ci. Une part croissante des personnes qui restent pauvres en milieu rural se concentre dans les provinces occidentales, y compris dans le Hunan. Dans ces régions, pauvres en ressources et confrontées à des conditions défavorables, la réduction de la pauvreté est plus problématique.

4. En Chine, la pauvreté demeure un phénomène essentiellement rural. Les ménages pauvres tirent généralement de l'agriculture, secteur qui présente un faible niveau de productivité, une part plus importante de leurs revenus que les ménages ruraux dans leur ensemble. Les principales causes de la pauvreté sont les suivantes: des catastrophes naturelles fréquentes, de plus en plus souvent imputables à des conditions météorologiques extrêmes; l'isolement et la médiocrité des infrastructures et des installations; des ressources naturelles et des actifs limités; le manque de qualifications; et l'accès limité aux intrants, aux marchés et aux avoirs productifs. La migration de main-d'œuvre fait donc partie intégrante des stratégies d'adaptation des ménages ruraux. En 2010, quelque 153 millions de travailleurs ruraux étaient employés en dehors de leurs villages, soit un peu plus de 20% de la population rurale actuelle et plus de 35% de la main-d'œuvre rurale. Selon certaines sources, environ 65% des travailleurs migrants seraient des hommes, ce qui confirme la féminisation tendancielle de la main-d'œuvre rurale. Quelque 84% des travailleurs migrants sont âgés de 16 à 40 ans, d'où le risque de perdre la composante la plus active et instruite de la main-d'œuvre rurale, nécessaire au développement agricole.
5. La province du Hunan se situe dans le centre de la Chine. Sa population, formée de 41 groupes ethniques, dont environ 90% sont des Han et les 10% restants appartiennent à des ethnies minoritaires, était estimée à 65,7 millions d'habitants en 2010. Le Hunan est l'une des provinces les plus pauvres de Chine, sachant que 20 de ses 122 cantons sont recensés comme pauvres au niveau national et affichaient un revenu net moyen par habitant au sein de la population rurale de 2 418 yuan en 2009, contre 4 910 yuan, en moyenne, à l'échelle de la province. Le Projet d'amélioration des infrastructures agricoles et rurales dans le Hunan (HARIIP) proposé s'adressera principalement à ces cantons pauvres. Le Hunan est considéré comme l'une des provinces agricoles du pays – mais la médiocrité de ses infrastructures rurales contribue à limiter les possibilités d'accroissement de la productivité et d'amélioration des moyens de subsistance. La surface irriguée effective est inférieure à 50% des terres cultivées, déjà très limitées, et 90% des canaux d'irrigation sont non revêtus et donc sujets à des pertes.

## **B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats**

6. Le douzième plan quinquennal (2011-2015) de la Chine pour le développement économique et social national vise à harmoniser la croissance pour permettre aux zones pauvres et à leurs populations de tirer profit de la croissance économique et du développement social du pays. Le programme décennal (2011-2020) de développement et de réduction de la pauvreté rurale reconnaît lui aussi la pauvreté rurale comme un défi à long terme, qui subsiste en particulier dans les provinces pauvres, les régions frontalières, les zones où vivent des minorités ethniques et les anciennes bases révolutionnaires, situées pour la plupart dans des zones isolées de montagne. L'objectif du gouvernement dans le cadre de ces deux initiatives est de réduire la pauvreté par l'amélioration des infrastructures, la pratique de l'agriculture verte, le renforcement de la commercialisation et des services financiers destinés aux pauvres, la promotion de l'entreprise privée et des organisations paysannes, le

développement des activités économiques non agricoles et l'appui à une migration de main-d'œuvre contrôlée.

7. Le programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) axé sur les résultats du FIDA pour la Chine, couvrant la période 2011-2015, cadre parfaitement avec les deux initiatives susmentionnées, à savoir le douzième plan quinquennal et le programme décennal du gouvernement pour 2011-2020. Les trois objectifs stratégiques du COSOP sont les suivants: a) que les pauvres en milieu rural dans des zones ciblées utilisent durablement des avoirs productifs naturels et économiques plus performants ainsi qu'une technologie et des services consultatifs spécialisés de meilleure qualité dans un environnement et des conditions de marché en mutation; b) que les pauvres en milieu rural et leurs organisations puissent profiter d'un meilleur accès au marché et aux services financiers leur permettant d'améliorer leurs revenus et leur capacité de résistance face aux risques; et c) qu'une coopération Sud-Sud plus poussée et une gestion des savoirs renforcée offrent des possibilités de partage des connaissances générées par l'innovation et de reproduction à plus grande échelle des bonnes pratiques de développement rural.
8. Le projet HARIIP constitue la deuxième intervention du FIDA dans le cadre de son COSOP axé sur les résultats. La participation du Fonds au projet impliquera: a) la fourniture d'avoirs productifs et d'installations communautaires aux populations rurales pauvres; b) le développement d'une agriculture à vocation commerciale grâce à un meilleur accès aux filières et aux marchés; et c) l'appui aux coopératives agricoles. Ces interventions seront mises en œuvre sous forme de modules éprouvés qui seront ensuite reproduits à plus grande échelle par le gouvernement, le FIDA et d'autres intervenants. On voit ainsi que la justification sous-jacente du projet est de favoriser les investissements publics dans les zones rurales isolées de montagne et de moyenne montagne de la province du Hunan, qui sont habitées par de petits agriculteurs et des minorités ethniques. Il confèrera une valeur ajoutée aux programmes du gouvernement en élaborant des stratégies novatrices et efficaces à transposer à plus grande échelle.
9. **Liens avec des projets complémentaires.** Le projet établira des liens avec des interventions pertinentes financées par le gouvernement ou des donateurs dans les zones du projet, pour tirer parti des complémentarités, optimiser les synergies et éviter toute répétition inutile d'activités, et mettre en commun les expériences. Parmi les initiatives les plus significatives figurent: a) le Projet national de développement de citernes à biogaz financé par des fonds du Trésor, amorcé en 2003; b) la réforme du service de vulgarisation agricole dans le canton test, lancée en 2009, qui introduit des approches participatives dans le système de vulgarisation agricole, tout en améliorant les centres de vulgarisation au niveau des communes; et c) le projet d'écoagriculture, qui prévoit l'installation de systèmes de production de biogaz dans 18 cantons et contribue au développement de l'élevage et de l'agriculture.
10. **Intégration au sein du programme de pays du FIDA.** La conception du projet a tenu compte des résultats obtenus, et des enseignements tirés, dans le cadre des projets achevés et en cours du FIDA en Chine, principalement en matière d'approche modulaire, de démonstration, de reproduction à plus grande échelle, de renforcement des capacités, de ciblage et de suivi-évaluation (S&E). Le projet étudiera en particulier des approches novatrices dans les domaines suivants: a) exploitation plus efficace de l'infrastructure productive; b) activités génératrices de revenus diversifiées en exploitation et hors exploitation; c) systèmes de culture associant vergers et volailles; d) agroforesterie durable; e) accès amélioré au marché grâce au renforcement des coopératives locales; f) système de soutien axé sur les services; et g) interconnexion et effet de synergie entre moyens de production et ressources, modalités de création de revenus et mécanismes d'appui aux services.



## II. Description du projet

### A. Zone d'intervention et groupe cible

11. Le projet sera mis en œuvre dans neuf cantons de la province du Hunan. Quatre d'entre eux sont recensés comme pauvres au niveau national et les autres recèlent des poches de pauvreté persistantes. Cinq sont des cantons de minorités ethniques autonomes. La zone d'intervention se situe dans les secteurs les plus pauvres, les moins fertiles, les moins accessibles et les moins développés de la province. La superficie cultivable totale des neuf cantons visés par le projet est de 564 000 hectares, dont 27% sont cultivés (21% en riziculture et 6% en aridoculture), 43% consistent en des aires forestières protégées et 25% sont des forêts d'intérêt économique. Ces neuf cantons administrent 204 communes et 4 022 villages administratifs, accueillant 1 285 250 ménages (soit 4,3 millions de personnes). Les 97 communes qui constituent la zone d'intervention, sur les 204 recensées, ont été sélectionnées en raison de leur pauvreté et vulnérabilité, de leurs infrastructures inadaptées et de leur potentiel d'innovation. Au sein de ces communes, quelque 589 villages cibles, comptant une population totale d'environ 760 000 habitants (182 000 ménages), ont été retenus pour être les principaux bénéficiaires du projet.
12. L'appui fourni au projet sera centré sur les cantons et les villages dans lesquels la proportion de pauvres est la plus forte. Dans les villages bénéficiaires, la priorité sera donnée aux ménages pauvres dont les membres sont économiquement actifs et physiquement aptes à participer aux activités du projet. Les femmes et les minorités, qui sont défavorisées sur le plan socioéconomique, bénéficieront d'une attention particulière. Les femmes jouissent généralement d'un statut social élevé, mais elles ne se trouvent pas sur un pied d'égalité avec les hommes quant à leur situation économique. Environ 27% de la population vivant dans la zone du projet appartiennent à des minorités ethniques (principalement aux ethnies miao, tujia, dong et yao). Ces populations sont généralement plus vulnérables sur le plan économique du fait de leur éloignement, vivant d'ordinaire dans des zones de montagne dotées d'infrastructures insuffisantes et où le niveau d'éducation et l'accès aux soins de santé sont faibles. Plus de 50% des activités financées par le projet, y compris le module de développement des cultures de racines et de tubercules, sont destinées à des cantons dans lesquels les minorités ethniques sont prédominantes.

### B. Objectif de développement du projet

13. L'objectif du projet est de favoriser le développement rural et de réduire la pauvreté dans les zones ciblées de la province du Hunan. Son objectif spécifique consiste à augmenter les revenus et à améliorer la sécurité alimentaire de 182 000 ménages ruraux, grâce à un accroissement de la production agricole et au renforcement de l'infrastructure rurale.

### C. Composantes/résultats

14. Le projet HARIIP est constitué de trois composantes: a) renforcement de l'infrastructure communautaire; b) appui au développement agricole durable et à l'accès au marché; et c) coordination et gestion du projet.
15. La composante **renforcement de l'infrastructure communautaire** permettra de jeter les bases pour assurer une production agricole accrue et améliorée, réduire l'isolement physique pour favoriser une meilleure intégration dans les filières de commercialisation, et renforcer les moyens de production et les avoirs des ménages au profit des communautés rurales situées dans la zone du projet. Les interventions dans le cadre du projet seront notamment les suivantes: la pose d'un revêtement interne aux canaux d'irrigation en terre, l'amélioration des pistes rurales, la construction d'installations d'approvisionnement en eau potable et le renforcement du réseau électrique rural. Un soutien sera également apporté à la formation des bénéficiaires et du personnel du projet. Les responsabilités en matière d'exécution

reviendront aux bureaux techniques compétents au niveau des cantons, en particulier au Bureau chargé des ressources hydriques, au Bureau chargé de la santé, au Bureau chargé des transports et au Bureau chargé du réseau électrique national. Au niveau des villages, la supervision des travaux sera assurée par des groupes villageois d'exécution. La participation des agriculteurs les plus pauvres, des femmes et des minorités permettra de garantir la prise en compte de leurs intérêts respectifs.

16. La composante **appui au développement agricole durable et à l'accès au marché** aura pour objectif d'assurer le développement durable d'une agriculture diversifiée et adaptative en améliorant la fourniture d'intrants de production, l'utilisation des technologies, le soutien aux services techniques et l'accès au marché. Elle fournira un appui dans le cadre de six modules<sup>1</sup>: cultures de rapport et activités génératrices de revenus hors exploitation, systèmes de culture associant vergers et volailles, développement de l'agroforesterie, soutien aux coopératives paysannes, soutien aux services techniques, et développement des cultures de racines et de tubercules. Préalablement au démarrage de chaque module, une formation sera dispensée aux institutions chargées de l'exécution.
17. Le module 1, *Cultures de rapport et activités génératrices de revenus hors exploitation*, vise à accroître et à diversifier les sources de revenus des agriculteurs afin de renforcer leur capacité d'adaptation face aux catastrophes naturelles et aux crises du marché. Les activités consistent notamment en la fourniture d'intrants agricoles et la formation des bénéficiaires. L'agent d'exécution sera le Bureau de l'agriculture.
18. Le module 2, *Systèmes de culture associant vergers et volailles*, vise à assurer une utilisation plus efficace et efficiente des ressources limitées disponibles grâce à l'association de l'élevage de volailles et de la production de fruits et de produits forestiers non ligneux. L'appui fourni au projet comprendra l'amélioration des poulaillers, la fourniture de poussins, d'aliments pour volaille et de médicaments, ainsi que la formation des bénéficiaires. L'agent d'exécution sera le Bureau de l'élevage.
19. Le module 3, *Développement de l'agroforesterie*, étudie les perspectives de création de revenus durables grâce aux arbres d'intérêt économique. L'appui au projet comprend la fourniture de matériel végétal, d'intrants et d'installations au niveau des exploitations, la formation des bénéficiaires et la diffusion du modèle mis au point. Le module permettra de promouvoir l'utilisation de variétés améliorées d'arbres d'intérêt économique. L'Administration nationale des forêts sera chargée de l'exécution.
20. Le module 4, *Soutien aux coopératives agricoles*, permettra de renforcer les capacités de ces associations et de les faire accéder à des filières appropriées. Les ménages pauvres économiquement actifs et les ménages dirigés par une femme seront systématiquement intégrés dans ces coopératives. Les résultats attendus consistent en une plus grande participation préférentielle des adhérents au sein de la filière, une capacité de soutien technique durable au sein des coopératives et une meilleure connaissance du marché. L'agent d'exécution sera le Bureau de l'agriculture.
21. Le module 5, *Soutien aux services techniques*, vise à renforcer le réseau local de services agrotechniques, à assurer une meilleure prestation de services et à faciliter le partage des connaissances entre agriculteurs. Les activités prévues consistent en la fourniture d'équipements essentiels, d'outils et de moyens de transport; la formation du personnel; et une série d'essais et de démonstrations. L'agent

<sup>1</sup> Un module est un ensemble d'activités interdépendantes déployées à petite échelle et visant à atteindre un objectif spécifique; il peut être mis en œuvre indépendamment des autres modules et reproduit.

d'exécution sera le Bureau de l'agriculture. Ce module est également applicable au secteur forestier, selon les besoins constatés au niveau local, auquel cas l'agent d'exécution sera l'Administration nationale des forêts.

22. Le module 6, *Développement des cultures de racines et de tubercules*, vise à accroître et à diversifier les sources de revenus des agriculteurs dans cinq des cantons visés par le projet grâce au développement des cultures de racines et de tubercules, en vue de renforcer leur capacité d'adaptation aux fluctuations des prix alimentaires, aux catastrophes naturelles et aux crises du marché. Les activités prévues consistent en la fourniture d'intrants, le développement de l'irrigation et la formation des bénéficiaires. Le module sera cofinancé grâce à un don du FIDA et mis en œuvre par le Bureau de l'agriculture, en étroite collaboration avec les instituts de recherche concernés.
23. La composante **coordination et gestion du projet** comprendra la mise en place d'une structure de gestion et de coordination efficace au sein des bureaux de gestion du projet (BGP) aux niveaux de la province, des cantons et des communes, ainsi que pour la préfecture de Xiangxi. Dans chaque village, le projet appuiera un groupe d'exécution qui sera chargé d'assurer la coordination et la mise en œuvre des activités.

### III. Exécution du projet

#### A. Approche

24. Le projet a comme approche une adaptation des pratiques du FIDA ayant donné de bons résultats en Chine. À tous les niveaux, les BGP seront responsables de la planification, de la coordination et du suivi des projets, ainsi que de la présentation de rapports. La mise en œuvre restera du ressort des agents d'exécution désignés, qui assureront la coordination avec les activités gouvernementales. Les plans de travail et budgets annuels (PTBA), élaborés selon des approches participatives, serviront de base pour la mise en œuvre des activités. Un groupe d'exécution sera constitué dans chaque village de manière à assurer la bonne exécution du ciblage, de la planification participative, de la mise en œuvre, du suivi et de la pérennité des résultats du projet. La stratégie de ciblage du projet s'articule comme suit: des cantons et des communes ont été sélectionnés durant la phase de la conception dans le cadre d'une analyse participative de la pauvreté; la priorité sera accordée aux groupes pauvres et vulnérables, recensés au moyen d'un classement sous l'angle de la perception du bien-être économique, établi en mode participatif par les groupes villageois d'exécution; et le ciblage général des activités communautaires sera assorti d'un ciblage spécifique des activités de production, pour faire en sorte que les avantages reviennent aux ménages pauvres.

#### B. Cadre organisationnel

25. **Le Ministère des finances** est l'interlocuteur du FIDA dans le pays. En sa qualité de représentant autorisé de l'emprunteur, il recevra le montant du prêt et du don consentis par le Fonds en faveur du projet HARIIP et le transférera au Département des finances de la province du Hunan, qui en assurera à son tour le transfert à la préfecture et aux cantons visés par le projet.
26. **L'agent principal du projet** est le Département de l'agriculture de la province du Hunan, qui sera chargé de la coordination et de la supervision d'ensemble des activités du projet.
27. **Un groupe de coordination du projet**, mis en place au niveau provincial, fournira des directives générales d'exécution ainsi qu'un appui à la coordination. Placé sous l'autorité du Directeur général du Département de l'agriculture de la province du Hunan, il regroupera des représentants des départements de l'agriculture et des finances ainsi que de la Commission du développement et des réformes au niveau

local. Les autres agents d'exécution concernés seront le cas échéant invités à collaborer.

28. **Des groupes directeurs de projet** seront constitués dans la Préfecture de Xiangxi et au niveau des cantons et chargés de superviser l'exécution du projet. Ils seront dirigés par un fonctionnaire de rang supérieur et composés de représentants des Bureaux des finances, de la Commission du développement et des réformes ainsi que des principaux agents d'exécution au niveau local, notamment le Bureau de l'agriculture, le Bureau chargé des ressources hydriques, le Bureau des transports, la Fédération des femmes de Chine au niveau local et le Bureau d'atténuation de la pauvreté. Ces groupes seront chargés de la supervision et de la surveillance globales, de la coordination des bureaux et des organismes gouvernementaux intervenant dans l'exécution du projet, de l'examen et de l'approbation des PTBA et de l'élaboration des rapports de situation annuels, ainsi que de la coordination des fonds de contrepartie.
29. **Le Département et les Bureaux des finances** auront la responsabilité de la gestion des comptes de projet et de l'administration des ressources du projet, et ils devront assurer la bonne circulation et l'utilisation effective des fonds, établir les demandes de retrait et rembourser les dépenses admissibles dans les délais prescrits.
30. **Les bureaux de gestion de projet** qui seront établis dans le cadre du projet sont les suivants: un BGP de province à Changsha, un BGP de préfecture à Jishou pour la préfecture de Xiangxi, qui sera chargé de la supervision des activités du projet dans les quatre cantons relevant de sa juridiction, des BGP de canton dans les neuf cantons visés par le projet et, le cas échéant, un BGP de commune dans chacune des 97 communes bénéficiaires. Il s'agit de structures spécifiques ou de coordonnateurs au sein d'institutions existantes. Les opérations seront en grande partie décentralisées au niveau des BGP de canton afin d'en garantir la durabilité, alors que les BGP de province et de préfecture exerceront des fonctions plus générales de planification, de coordination et de suivi et seront chargés de la présentation des rapports. Les responsabilités du BGP de province seront notamment les suivantes: consolidation des PTBA; supervision de l'exécution; établissement des états de dépenses consolidés et des demandes de retrait; passation des marchés; et organisation des enquêtes de référence et de celles menées dans le cadre du Système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI). Les BGP de canton seront responsables de l'exécution au niveau du canton. Les BGP de commune auront pour responsabilités de fournir un soutien aux BGP de canton et aux agents d'exécution, de superviser les groupes villageois d'exécution, de recenser les villages remplissant les conditions requises, de passer en revue les plans d'exécution au niveau du village et de regrouper les données de S&E.

### **C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs**

31. **Planification.** Le projet HARIIP sera conforme à la pratique en vigueur pour les projets financés par le FIDA en Chine et s'appuiera sur les PTBA comme instruments de planification. Les PTBA, qui seront établis selon un processus impulsé par la demande et à caractère participatif faisant intervenir les groupes villageois d'exécution et les agents d'exécution, fourniront une description des progrès accomplis en matière de financement et de réalisations matérielles et présenteront les activités prévues au titre du projet, le plan de passation des marchés couvrant au moins 18 mois et le calendrier d'exécution semestriel. Le BGP de province sera chargé de structurer le PTBA en un seul document consolidé et de le soumettre au FIDA pour approbation. Le premier PTBA sera présenté avant le démarrage du projet. À partir de la deuxième année, et avant le 31 octobre de chaque année, le BGP de province présentera les PTBA consolidés au FIDA, pour observations.

32. **Suivi-évaluation.** Le projet adoptera le cadre de S&E établi par le FIDA pour les projets exécutés en Chine, cadre qui est conforme au processus du SYGRI. La responsabilité générale en matière de S&E et pour la diffusion des enseignements tirés auprès de toutes les parties prenantes, reviendra aux experts en S&E au sein du BGP de province et des BGP de canton. Les principales fonctions en matière de S&E seront les suivantes: analyses périodiques; évaluation de l'impact du projet sur les revenus et sur la sécurité alimentaire; appui technique et soutien externe continu aux fins de la présentation des rapports; et formation des agents de S&E. Les résultats du processus de S&E serviront de guide pour l'élaboration du PTBA suivant et la mise au point du cadre logique.
33. **Apprentissage et gestion des savoirs.** La stratégie de gestion des savoirs dans le cadre du projet prendra appui sur l'expérience acquise à l'occasion d'autres projets mis en œuvre par le FIDA en Chine. Le BGP de province et les BGP de canton seront chargés de recueillir des données sur les enseignements tirés de l'expérience et d'organiser à intervalles réguliers des ateliers pour diffuser ces savoirs en vue d'une reproduction à plus grande échelle.

#### **D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance**

34. **Gestion financière.** Les pratiques en vigueur au sein du Département des finances de la province du Hunan en matière d'information financière et de comptabilité sont agréées par le FIDA. Deux comptes désignés, respectivement pour le prêt et le don consentis par le Fonds, seront ouverts par le Département des finances auprès d'une banque agréée par le FIDA, qui servira de canal à tous les financements octroyés par ce dernier. Un montant convenu, représentant approximativement les dépenses admissibles pour les six premiers mois, sera déposé dans ces comptes une fois que le prêt et le don seront entrés en vigueur et que les conditions de décaissement auront été satisfaites. Les réapprovisionnements ultérieurs des comptes désignés seront effectués au vu des demandes de retrait qui seront présentées, accompagnées de pièces justificatives ou de relevés de dépenses, conformément aux procédures du FIDA. Des comptes de projet libellés en yuan seront ouverts et administrés par le BGP de province, les Bureaux des finances de canton et les BGP de canton. La plus grande partie du financement consenti sera transférée des comptes désignés aux comptes détenus par les Bureaux des finances, puis à ceux détenus par les BGP de canton. Une partie des fonds sera acheminée des comptes désignés au compte de projet du BGP. Concernant la préfecture de Xiangxi, les fonds seront versés aux comptes de projet des quatre BGP de canton par le truchement du compte de projet libellé en yuan du Bureau des finances de la préfecture.
35. **Financement rétroactif.** À titre d'exception aux Conditions générales applicables au financement du développement agricole, des dispositions sont prises en vue d'un financement rétroactif sous forme de prêt plafonné à 650 000 DTS consentis par le FIDA pour la première année du projet, destiné à couvrir les dépenses engagées à dater du 2 décembre 2011 dans les domaines suivants: pièces d'équipement et matériaux essentiels, formation et ateliers de démarrage, assistance technique et études, et matériel agricole, à l'exception des véhicules.
36. **Passation des marchés.** La passation des marchés relatifs aux projets sera assujettie aux procédures nationales lorsque celles-ci sont compatibles avec les directives du FIDA en la matière. Dans la mesure du possible, les biens, les ouvrages de génie civil et les services consultatifs financés par le FIDA seront regroupés en des lots substantiels de manière à favoriser des soumissions concurrentielles. Les passations de marchés seront étayées de pièces justificatives en vue d'un examen a posteriori par le FIDA et à des fins d'audit interne. Parmi les biens devant faire l'objet d'une passation de marchés figurent notamment les véhicules, les équipements et le mobilier. Les véhicules seront achetés par voie d'appel d'offres au niveau local, tandis que les autres biens feront l'objet d'achats locaux. La passation de marchés aux fins de la réalisation d'ouvrages de génie civil pourra se faire par l'un ou l'autre de ces moyens. S'agissant de la passation des marchés relatifs aux

services techniques, à la formation, à la tenue des ateliers et à la réalisation des études, la procédure sera celle des achats locaux. Une participation communautaire aux procédures d'achat peut être prévue pour certains modules ou activités.

37. **Audit.** Conformément à la section 9.03 de l'article IX des Conditions générales du FIDA applicables au financement du développement agricole et aux Directives relatives à l'audit des projets, les bureaux de vérification aux niveaux de la province, de la préfecture et des cantons, qui agissent en qualité d'organismes indépendants au sein des bureaux gouvernementaux respectifs, vérifieront les comptes du projet. Ils vérifieront tous les états de dépenses et les états financiers consolidés et émettront une opinion indépendante quant à leur admissibilité. Ils examineront également l'efficacité des flux financiers provenant du FIDA et ceux relevant du financement de contrepartie. Le FIDA pourra engager des commissaires aux comptes indépendants afin de vérifier des comptes de projet et/ou d'effectuer des visites, des inspections et des enquêtes, conformément à la section 10.03 des Conditions générales, en vue de s'assurer du respect de normes acceptables.

### **E. Supervision**

38. Pour faciliter l'exécution du projet et veiller à ce qu'il atteigne ses objectifs, le FIDA et les services gouvernementaux effectueront des contrôles à intervalles réguliers. Les missions annuelles de supervision dépêchées par le FIDA, qui seront exécutées, dans la mesure du possible, en collaboration avec les services gouvernementaux, passeront en revue: l'état d'avancement du projet et les résultats obtenus; les aspects fiduciaires; le ciblage et l'intégration des questions de parité hommes-femmes; les résultats et l'impact; les risques et les possibilités; les innovations et la gestion des savoirs; et la durabilité. La première mission de supervision sera axée sur les points suivants: adhésion aux stratégies fixées pour le projet et aux normes de performance institutionnelle, y compris les dispositions relatives à l'exécution, le ciblage et l'adéquation de la passation des marchés; le fonctionnement du système de S&E; et la gestion financière. Le groupe chargé de l'examen comprendra un chef d'équipe/expert institutionnel, un ingénieur des services ruraux, un agronome, un expert des coopératives et de la commercialisation, et un expert en sciences sociales.

## **IV. Coût, financement et avantages du projet**

### **A. Coût du projet**

39. Le coût total du projet, y compris les imprévus, est estimé à 93,2 millions d'USD (613,6 millions de yuan) sur une période de cinq ans (tableau 1). Les imprévus d'ordre matériel et ceux liés aux prix représentent respectivement 0,3 million d'USD et 4,5 millions d'USD, soit 0,3% et 5% du coût de base total du projet. Les taxes directes et indirectes applicables s'élèvent à 4,4 millions d'USD, soit 5% du coût total du projet. Les coûts d'investissement se chiffrent à 85,8 millions d'USD ou 522 millions de yuan (92% des coûts de base), tandis que les coûts récurrents sont estimés à 7,37 millions d'USD ou 49,0 millions de yuan (8%).

### **B. Financement du projet**

40. Les fonds fournis par le FIDA et par le gouvernement, y compris sous forme de contributions des bénéficiaires, seront utilisés pour financer conjointement les coûts du projet selon un coefficient moyen d'environ 1/1 (tableau 2). Le financement consenti par le FIDA et les fonds de contrepartie seront destinés à couvrir conjointement les coûts d'investissement du projet, y compris l'ensemble des coûts d'exécution des modules, les véhicules, l'équipement et le matériel, ainsi que les dépenses relatives à la tenue des ateliers et des sessions de formation, à l'assistance technique et aux études. Tous les coûts récurrents seront pris en charge par le gouvernement et les bénéficiaires. Ces derniers ne financeront que l'exploitation et l'entretien des infrastructures communautaires.

Tableau 1  
Coûts du projet par composante

	(en milliers de yuan)			(en milliers d'USD)			% devises étrangères	% total des coûts de base
	Local	Étranger	Total	Local	Étranger	Total		
A. Infrastructure communautaire	372 042	-	372 042	58 132	-	58 132	-	66
B. Agriculture durable et accès aux marchés	141 387	-	141 387	22 092	-	22 092	-	25
C. Bureaux de gestion de projet (BGP)								
1. BGP de province et BGP pour la préfecture de Xiangxi	9 623	721	10 344	1 504	113	1 616	7	2
2. BGP de canton	41 730	225	41 955	6 520	35	6 555	1	7
Sous-total - Bureaux de gestion de projet (BGP)	51 353	946	52 299	8 024	148	8 172	2	9
<b>Total des coûts de référence</b>	564 782	946	565 728	88 247	148	88 395	-	100
Imprévus matériels	1 781	-	1 781	278	-	278	-	-
Imprévus liés aux prix	46 044	92	46 136	4 516	9	4 525	-	5
<b>Coût total du projet</b>	612 607	1 038	613 645	93 042	157	93 199	-	105

Tableau 2  
Financement du projet: Répartition des composantes par contributeur (en milliers d'USD)

	FIDA		Don du FIDA		Gouvernement		Bénéficiaires		Total		Monnaie		Droits et taxe
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Devises étrangères (H.T.)	locale	
A. Infrastructure communautaire	31 182	50,8	-	-	29 589	48,2	588	1,0	61 359	65,8	-	58 320	3 039
B. Agriculture durable et accès aux marchés	13 265	57,1	881	3,8	9 094	39,1	-	-	23 240	24,9	-	23 043	197
C. Bureaux de gestion de projet (BGP)													
1. BGP de province et BGP pour la préfecture de Xiangxi	599	34,7	56	3,3	1 069	62,0	-	-	1 725	1,9	121	1 449	154
2. BGP de canton	953	13,9	63	0,9	5 859	85,2	-	-	6 875	7,4	36	5 792	1 047
Sous-total - Bureaux de gestion de projet (BGP)	1 552	18,0	119	1,4	6 928	80,6	-	-	8 600	9,2	157	7 241	1 202
<b>Coût total du projet</b>	46 000	49,4	1	1,1	45 611	48,9	588	0,6	93 199	100,0	157	88 604	4 437

## C. Résumé des avantages et analyse économique

41. **Bénéficiaires et avantages.** Quelque 182 000 ménages, dont plus de 50% sont des ménages pauvres et vulnérables et 50% sont dirigés par une femme, seront les bénéficiaires directs du projet. Au nombre des avantages immédiats du projet figurent l'augmentation des revenus et l'amélioration de la sécurité alimentaire, grâce à une augmentation annuelle progressive de la production qui en portera le volume à au moins 51 000 tonnes (cultures de rapport, fruits et légumes, racines et thé). Ces résultats seront obtenus moyennant des démonstrations de cultures de rapport et de cultures destinées à des marchés de niche, et leur reproduction à plus grande échelle, mais aussi grâce au renforcement des systèmes d'irrigation et des infrastructures de transport, à un meilleur accès aux informations et aux marchés, à l'amélioration des conditions dans lesquelles sont dispensés les services de formation technique et de vulgarisation, et à une plus grande efficacité des services techniques. Les femmes et les minorités ethniques vivant en milieu rural dans la zone du projet bénéficieront d'une autonomie économique et sociale accrue.
42. **Analyse économique.** Le taux de rentabilité économique interne (TREI) général du projet est estimé à 29% pour le scénario de référence. La valeur actuelle nette du flux d'avantages nets du projet, à un taux d'actualisation de 8%, est de 193,2 millions d'USD ou 1,205 milliard de yuan. L'analyse de sensibilité montre qu'un accroissement de 10% des coûts du projet réduirait le TREI à environ 27%; qu'un dépassement de coût de 20% accompagné d'une diminution de 20% des avantages le porterait à 23%; et que dans le cas d'un décalage de deux ans il ne tomberait qu'à 22%. Tous ces indicateurs témoignent de la relative solidité du projet (voir tableau 3).

Tableau 3  
Analyse de sensibilité

		Variation des avantages supplémentaires du projet				
		-20%	-10%	0%	10%	20%
Variation des coûts du projet	-20%	28,6%	30,4%	32,0%	33,5%	34,9%
	-10%	26,8%	28,6%	30,2%	31,7%	33,1%
	0%	25,2%	27,0%	<b>28,6%</b>	30,0%	31,4%
	10%	23,9%	25,6%	27,1%	28,6%	29,9%
	20%	22,6%	24,3%	25,8%	27,3%	28,5%

## D. Durabilité

43. La durabilité d'ensemble du projet HARIIP reçoit une note élevée, compte tenu de plusieurs facteurs intrinsèques de succès: l'existence du programme gouvernemental que le projet viendra compléter; l'intégration parfaitement fluide des BGP aux structures gouvernementales locales; et un degré élevé d'appropriation des activités et des infrastructures du projet par la communauté. En outre, la conception du projet intègre un certain nombre de stratégies et d'approches qui favorisent la durabilité des interventions, à savoir: i) le fonctionnement et l'entretien de tous les ouvrages de génie civil seront confiés à des organismes gouvernementaux ou aux communautés locales; ii) les modules de développement des cultures et de l'élevage sont hautement appréciés par les exploitants agricoles, ce qui en garantit la reproduction à plus grande échelle; iii) les coopératives bénéficiaires opéreront dans des conditions de marché normales, feront appel aux services fournis par des prestataires publics déjà existants et travailleront en partenariat avec des intervenants du secteur privé; et iv) les modalités d'exécution sont flexibles, en particulier l'approche modulaire.

## E. Identification et atténuation des risques

44. La conception du projet repose sur des demandes formulées par les bénéficiaires potentiels. Les activités proposées sont en harmonie avec les politiques et stratégies gouvernementales de réduction de la pauvreté et de développement rural. Les risques inhérents au projet seront ainsi liés à la mutation rapide du contexte socioéconomique et à son incidence sur la mise en œuvre. D'autres risques peuvent être attachés aux catastrophes naturelles (inondations, sécheresse, etc.) induites par le changement climatique. Les caractéristiques mêmes du projet, qui est impulsé par la demande et suit une approche modulaire, contribueront à atténuer ces risques, grâce à la possibilité d'apporter des ajustements au fur et à mesure, face aux divers problèmes. Les programmes et les institutions relevant du gouvernement interviendront également pour atténuer, le cas échéant, les risques méritant une attention particulière. Les BGP joueront un rôle important en assurant le suivi des risques et en veillant à ce qu'il soit remédié à ceux qui pourraient compromettre le succès du projet.

## V. Considérations d'ordre institutionnel

### A. Respect des politiques du FIDA

45. La conception du projet HARIIP est en harmonie avec les politiques du FIDA. Des stratégies spécifiques ont été mises au point dans le respect de la politique du FIDA en matière d'intégration de la parité hommes-femmes; la priorité donnée à la lutte contre la pauvreté et, en particulier, les critères de sélection des villages et des ménages bénéficiaires sont conformes à la politique du Fonds en matière de ciblage; les approches participatives aux fins de la planification du projet ont été conçues en tenant compte des politiques du FIDA en matière de gouvernance; la stratégie de reproduction à plus grande échelle est conforme à la politique établie par le FIDA



dans ce domaine; les risques liés au climat sont analysés et les mesures mises au point pour atténuer l'impact négatif potentiel de ces changements sont dans l'esprit de la politique du Fonds concernant le changement climatique; et l'impact négatif potentiel sur l'environnement a été analysé et des mesures d'atténuation ont été élaborées conformément à la politique du FIDA en matière d'environnement.

## **B. Alignement et harmonisation**

46. Le projet HARIIP est aligné sur le douzième plan quinquennal du gouvernement pour 2011-2015 et sur le programme décennal de réduction de la pauvreté et de développement en milieu rural pour 2011-2020, avec lesquels le Cadre stratégique du FIDA 2011-2015 est lui aussi pleinement compatible. Le projet contribuera aux initiatives prises par le gouvernement pour réduire la pauvreté rurale et promouvoir le développement agricole. Pour ce faire, il suivra les procédures locales d'achat et de gestion financière lorsque celles-ci sont conformes à celles du FIDA et fera appel aux unités d'exécution existantes au sein des gouvernements provinciaux.

## **C. Innovations et reproduction à plus grande échelle**

47. La stratégie de gestion des savoirs du projet prendra appui sur les expériences de projets précédents et de projets en cours du FIDA en Chine. Tant le BGP de province que les BGP de canton seront chargés de recueillir des données sur les enseignements tirés de l'expérience et d'organiser à intervalles réguliers des ateliers en vue de diffuser les meilleures pratiques et les innovations dans une optique de reproduction à plus grande échelle. Des plans de reproduction à plus grande échelle dans la zone d'intervention seront intégrés dans les PTBA du projet. Les partenaires de développement (instances gouvernementales et autres organismes) seront encouragés à inscrire la reproduction à plus grande échelle des meilleures pratiques et des innovations dans leurs propres plans de développement. Les aspirations des partenaires du projet en matière d'innovation seront systématiquement soumises à un examen sélectif et feront l'objet d'une réévaluation périodique. La priorité sera donnée au recensement et à la mobilisation des sources locales d'innovation.

## **D. Participation à l'élaboration des politiques**

48. Le FIDA, par le truchement du projet HARIIP, s'attachera à mettre en place des cadres de consultation faisant intervenir un certain nombre d'institutions, afin de recenser les thèmes et les initiatives en matière d'orientation sur les politiques qui méritent d'être approfondis et étudiés. Les principaux aspects qu'il conviendra de prendre en considération sont: a) la recherche et le développement de cultures de racines et de tubercules en vue de renforcer la sécurité alimentaire; b) la gestion des ressources naturelles dans un contexte de changement climatique et de catastrophes naturelles; c) l'appui à la décentralisation en faveur des organisations et des coopératives paysannes; et d) la recherche de l'innovation et la reproduction à plus grande échelle des meilleures pratiques. Le FIDA fournira des éléments de discussion et organisera des forums de débat et des séminaires sur la coopération Sud-Sud, étant clairement entendu que l'élaboration des politiques est une prérogative strictement nationale.

## **VI. Instruments juridiques et autorité**

49. Un accord de financement entre la République populaire de Chine et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur/au bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
50. La République populaire de Chine est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
51. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

## **VII. Recommandation**

52. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République populaire de Chine un prêt à des conditions ordinaires d'un montant équivalent à trente millions deux cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (30 250 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République populaire de Chine un don d'un montant équivalent à six cent soixante mille droits de tirage spéciaux (660 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président  
Kanayo F. Nwanze

## **Negotiated financing agreement:**

### **"Hunan Agricultural and Rural Infrastructure Improvement Project (HARIIP)"**

(Negotiations concluded on 6 September 2012)

Loan Number: \_\_\_\_\_

Grant Number: \_\_\_\_\_

Project Title: Hunan Agricultural and Rural Infrastructure Improvement Project (the "Project")

People's Republic of China (the "Borrower")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

#### **Section A**

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1) and the Allocation Table (Schedule 2).

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions"), are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement, (except for Section 4.08 (a) (i) in respect of the provision identified in Schedule 2, paragraph 2). For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.

3. The Fund shall provide a Loan and a Grant to the Borrower (the "Financing"), which the Borrower shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

#### **Section B**

4. The amount of the Loan is thirty million two hundred fifty thousand Special Drawing Rights (30 250 000 SDR). The amount of the Grant is six hundred sixty thousand Special Drawing Rights (660 000 SDR).

5. The Loan is granted on ordinary terms and shall have a maturity period of eighteen (18) years including a grace period of five (5) years.

6. The Loan Service Payment Currency shall be the currency of the United States of America.

7. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 January.

8. Payments of principal and interest shall be payable on each 15 June and 15 December.
9. There shall be two Designated Accounts denominated in US dollars opened and maintained by the Department of Finance (DOF) of the Hunan Province in a Bank acceptable to the Fund through which respectively the Loan and Grant proceeds shall be channelled. DOF shall be responsible for the Designated Accounts. The Borrower shall inform the Fund of the officials authorized to operate the Designated Accounts.
10. The Borrower shall cause the government of Hunan to provide counterpart financing for the Project in the amount equivalent to USD 45.6 million.
11. There shall be Project Accounts opened in Banks acceptable to the Fund and maintained by each of the County where Project activities will be implemented. For the Xiangxi Prefecture, the funds will be channelled from the DOF to the four (4) Counties through the Xiangxi Bureau of Finance (BOF). The Provincial Project Management Office (PPMO), the Prefecture Project Management Office (Prefecture PMO) of Xiangxi, all County Project Management Offices (CPMOs) and Implementing Agencies (IAs) shall maintain Implementation Accounts in local currency to receive the proceeds of the financing and/or the counterpart funding.

### **Section C**

12. The Lead Project Agency shall be the Department of Agriculture (DOA) of the Hunan Province for the overall coordination and supervision of the Project activities.
13. The Project Completion Date shall be the fifth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

### **Section D**

14. The Financing will be administered and the Project supervised by the Fund. In addition to supervision missions which shall normally be carried out each six (6) months, the Fund shall conduct a mid-term review to be carried out towards the third year of Project implementation.

### **Section E**

15. The following are designated as additional conditions precedent to withdrawal:
  - (a) The PPMO and at least one CPMO shall have been duly established and composed in accordance with Schedule 1, Section II and the respective Project staff shall have been selected;
  - (b) The Borrower through the DOA of the Hunan Province shall have caused the PPMO to submit, and the Fund shall have received, an official document confirming the availability of adequate counterpart funds for the first Project Year;
  - (c) The Designated Accounts shall have been duly opened and the authorized signatories shall have been submitted to the Fund.

16. The following is designated as an additional condition for suspension:
- (a) The Project Implementation Manual (PIM), or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior consent of the Fund, and the Fund has determined that such waiver, suspension, termination, amendment or modification has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project.
17. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower:

Ministry of Finance  
No. 3 Nansanxiang, Sanlihe, Xicheng District  
Beijing 100820  
People's Republic of China

Facsimile Number: +86 10 68551125

For the Fund:

International Fund for Agricultural development  
Via Paolo di Dono, 44  
00142 Rome, Italy

This Agreement, dated [\_\_\_\_\_], has been prepared in the English language in six (6) original copies, three (3) for the Fund and three (3) for the Borrower.

PEOPLE'S REPUBLIC OF CHINA

\_\_\_\_\_  
[Name of Authorized Representative]  
[Title]

INTERNATIONAL FUND FOR  
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

\_\_\_\_\_  
Kanayo F. Nwanze  
President

## Schedule 1

### *Project Description and Implementation Arrangements*

#### **I. Project Description**

1. *Target Population.* The Project shall benefit men and women from rural households, with a focus on poor and vulnerable households, including ethnic minorities, in the following nine (9) Counties of the five (5) Prefectures of the Hunan Province: Linxiang and Yueyang of Yueyang Prefecture, Taoyuan of Changde Prefecture, Shaodong of Shaoyang Prefecture, Longshan, Guzhang, Luxi and Fenghuang of Xiangxi Prefecture and Jingzhou of Huaihua Prefecture (the "Project Area"). Any changes in the Prefectures and/or Counties shall be agreed upon by the Borrower and the Fund.
2. *Goal.* The goal of the Project is rural development and poverty reduction in the Project Area.
3. *Objectives.* The specific Project objective is to increase revenues, improve family food security, and strengthen the resilience of approximately 182 000 rural households in nine (9) Counties, from improved agricultural production and rural infrastructure. By the end of Project implementation, the following results will have been achieved: incomes of the rural poor in targeted areas increased by approximately 25%, at closing date; and approximately 70% of beneficiary households report improved food security as compared to the agreed baseline.
4. *Components.* The Project shall consist of the following Components: (a) community infrastructure improvement, (b) sustainable agricultural development and market access support, and (c) Project coordination and management.

**Component A - Community infrastructure improvement.** The objective of this Component is to strengthen the economic capacities at community level, especially the productive and livelihood assets for expanded and improved agricultural production, decreased physical isolation and improve integration into the market value chains. The Component will be achieved through the following activities:

- (a) Improvement of irrigation facilities. The goal of this intervention is to support irrigation canal lining to improve farmland productivity, especially the lining of lateral canals connecting with the fields of farmer households. This intervention includes beneficiary training for the application of water-saving irrigation techniques and the sustainable operation and maintenance of the works. Under this activity, the following steps will be undertaken: (i) a water resources study will be conducted to assess the availability and downstream impact of the water sources, (ii) a topographic survey will be performed by the Bureau of Water Resources (BOWR), (iii) Water Users Associations (WUAs) will be established and registered officially in accordance with prevailing laws and regulations, (iv) design of an irrigation scheme to be discussed with the WUAs, and (v) implementation of the irrigation scheme.
- (b) Paving of existing village roads. The goal of this intervention is to improve the access of the rural poor to markets, information and technical services through the pavement of existing earthen roads of bad conditions with concrete, which connect administrative villages or natural villages to the outside road network.

- (c) Construction of community facilities of safe water drinking supply. The goal of this intervention is to improve the access of the rural poor to the sources of safe drinking water through building collective drinking water supply systems in villages which currently have difficult access to safe drinking water. This intervention includes trainings to the WUAs and beneficiaries in order to ensure sustainability.
- (d) Upgrading the rural electricity grid in selected Counties.

### **Component B - Sustainable agricultural development and market access**

**support.** The objective of this Component is to strengthen the self-development capacities of the rural men and women and improve their income generation opportunities by supporting the sustainable development of diversified and adaptive agriculture at the levels of production and service support. To this end a modular approach will be adopted and the capacity-building of the extension services and the Bureau of Agriculture (BOA) tasked with the implementation of the modules, shall be enhanced through training.

*Module 1: Cash crop/off-farm.* This module aims at increasing and diversifying farmers' income sources in the Project Area through the development of cash crops. Activities under this module include the provision of planting materials and inputs and training.

*Module 2: Orchard-poultry integrated farming.* This module aims to introduce an optimal integrated farming model at smallholder level by combining poultry production with short-term and quick returns with the production of fruits and non-timber forest products with long-term benefits. Activities under this module include the improvement of poultry sheds and provision of chickens, feeding materials, medicines and training.

*Module 3: Agro-forestry.* The objective of this module is to sustainably explore the income generation potential of diverse economic trees while maintaining a sound balance in forestry conservation and protection. The module promotes the introduction of improved varieties of economic forest species and the improvement of existing low-yield economic forests. Activities under this module include the provision of planting materials, fertilizer and other inputs on farm facilities and training.

*Module 4: Support to farmers' cooperatives.* The aim of this module is to provide support to the existing and newly established cooperatives through training, the provision of office equipment and essential equipment required for the improvement of production and marketing. Activities under this module include: (i) inventory and selection of potential cooperatives according to agreed selection criteria, (ii) analysis of the current state of cooperative and assistance for the drafting of new internal rules and regulation for the running of the cooperative, (iii) training needs assessment of the cooperatives, (iv) development of an agreed strategic plan and action plan for the cooperatives.

*Module 5: Technical service support.* The objective of this module is to improve the grassroots agro-technical services network and enhance the effectiveness of service delivery. Module activities include the support to the provision of essential equipment, tools and transport means, training and trial and demonstration activities and capacity building of the township extension agent.

*Module 6: Root and tuber crops.* The objective of this module is to increase and diversify farmers' income sources through the development of root and tuber crops in Counties agreed upon by the Fund and the Borrower. Activities under this module include: provision of seeds and fertilizers, irrigation development and training.

**Component C - Project coordination and management.** This Component includes the establishment and operations of a PPMO in Changsha, one Prefecture PMO in Jishou for the prefecture of Xiangxi, CPMOs in each of the Counties of the Project Area and Township PMOs (TPMOs) in each township as appropriate.

## **II. Implementation Arrangements**

### **A. Organization and Management**

#### *1. Lead Project Agency*

1.1. The Lead Project Agency shall be the Department of Agriculture (DOA) of the Hunan Province for the overall coordination and supervision of the Project.

#### *2. Project Coordination Group (PCG)*

2.1. *Establishment and Composition.* A PCG shall be established at the Province level. The PCG will be led by the Director General of DOA and shall be composed of representatives from local DOA, DOF and the Development and Reform Commission (DRC). Key line agencies including the Poverty Alleviation Office (PAO), Department of Water Resources (DOWR), Department of Transportation (DOT) and local China Women's Federations may be invited to participate as appropriate.

2.2. *Responsibilities.* The PCG shall provide overall guidance and coordination for Project implementation. Its responsibilities shall include: (i) overall supervision of PMOs' operations, (ii) coordination of counterpart funds for carrying out the Project, (iii) review and approval of Project Annual Work Plans and Budgets (AWPBs) and reports, and (iv) coordination of IAs in Project implementation and reporting.

#### *3. Project Leading Groups (PLGs)*

3.1. *Establishment.* PLGs shall be established at the Xiangxi Prefecture and County levels respectively by the Prefecture and by each County where the Project will be implemented.

3.2. *Composition.* Each PLG will be led by a senior official of government of the same level and composed of representatives from local BOF, DRC and key line agencies including the BOA, PAO, BOWR, Bureau of Transportation (BOT) and local China Women's Federations.

3.3. *Responsibilities.* PLGs shall provide overall guidance and coordination for Project implementation at their respective levels. Their responsibilities shall include: (i) overall supervision of PMOs' operations, (ii) coordination of counterpart funds for carrying out the Project, (iii) review and approval of Project AWPBs and reports, and (iv) coordination of IAs in Project implementation and reporting.

#### *4. Provincial Project Management Office (PPMO)*

4.1. *Establishment.* A PPMO shall be established by the government of Hunan in Changsha. The PPMO shall be located within the DOA.

4.2. *Composition.* The PPMO shall be composed of at least the following key positions: a director, a deputy director, an accountant, a Monitoring and Evaluation (M&E)/planning officer, a knowledge management and gender coordinator. Qualified staff shall be selected according to the Borrower's applicable procedures.



4.3. *Responsibilities.* The PPMO shall be responsible for coordinating Project implementation across the Counties of the Project Area. Its responsibilities shall include: (i) consolidation of AWPBs, (ii) establishment of Project M&E system, (iii) monitoring and supervision of Project implementation, (iv) provision of appropriate training to CPMOs and IAs, (v) consolidation of Statements of Expenditures (SOEs), financial statements, and the preparation of Withdrawal Applications (WAs), (vi) procurement under the Project, and (vii) Project reporting.

#### 5. *Prefecture Project Management Office (Prefecture PMO)*

5.1. *Establishment.* A Prefecture PMO shall be established in Jishou by the government of Xiangxi Prefecture to oversee Project activities in the four (4) Counties under its jurisdiction, namely Longshan, Guzhang, Luxi and Fenghuang.

5.2. *Composition.* The Prefecture PMO shall be composed of at least the following key positions: a coordinator, a deputy coordinator, an accountant, a M&E/planning officer, and a knowledge management and gender coordinator. Qualified staff shall be selected according to the Borrower's applicable procedures.

5.3. *Responsibilities.* Under the coordination of the PPMO, the Prefecture PMO shall be responsible for performing overarching functions of planning, coordination and monitoring Project implementation at Prefecture level, with the operations being substantially decentralised to the CPMOs. Its responsibilities shall include: (i) coordination of AWPBs submitted by the four (4) Counties, (ii) monitoring and supervision of Project implementation, (iii) provision of appropriate training to CPMOs in terms of Project implementation, (iv) preparation of SOEs, financial statements and claim documents, and (v) Project reporting.

#### 6. *County Project Management Offices (CPMOs)*

6.1. *Establishment.* CPMOs shall be established in each County of the Project Area through an official document from the government. The CPMOs shall be located within the BOAs.

6.2. *Composition.* The CPMOs shall be composed of at least the following key positions: a director, a deputy director, an accountant, a M&E/planning officer, and a knowledge management and gender coordinator. Qualified staff shall be selected according to the Borrower's applicable procedures.

6.3. *Responsibilities.* The CPMOs shall be responsible for coordinating Project implementation at County level. Their responsibilities shall include: (i) development of AWPBs through participatory approaches, (ii) monitoring and supervision of Project implementation, (iii) facilitation of the establishment of the Village Implementing Groups (VIGs), (iv) provision of appropriate training to IAs, TPMOs and VIGs in terms of Project implementation, (v) preparation of SOEs, financial statements and claim documents, (vi) organising of Project procurement, and (vii) Project reporting.

#### 7. *Township Project Management Offices (TPMOs)*

7.1. *Establishment.* Where appropriate, TPMOs shall be established by the township governments through an official document from the government, in each township of the Project Area utilising the existing local government facilities.

7.2. *Composition.* The local government shall assign qualified staff to the TPMOs.

7.3. *Responsibilities.* TPMOs will provide support to the CPMO and IAs for implementation of Project activities at village level on an as-required basis. Their responsibilities shall include: (i) oversee the works of VIGs, (ii) identify eligible villages that could participate in Project activities, (iii) facilitate village-level participatory planning activities to determine what activities will be implemented in the villages, (iv) review village implementation work plans, (v) coordinate the township technical stations/centres in Project implementation, (vi) consolidate the M&E data collected by VIGs and submit to CPMOs, and (vii) facilitate the liaison with target villages.

#### 8. *Village Implementing Groups (VIGs)*

8.1. *Establishment.* A VIG shall be established by the local authorities with the support of the CPMOs in each selected administrative village.

8.2. *Composition.* The VIG will be chaired by the Head of the village committee and shall include all farmer representatives, women and other representatives of the poor and vulnerable target populations.

8.3. *Responsibilities.* The responsibilities of the VIGs shall include: (i) participatory perceived well-being ranking of households within the village on a need basis, (ii) identifying Project modules and activities prioritized by eligible groups through participatory approach, and reporting to the PMOs for the development of AWPBs, (iii) organizing the poor and vulnerable households to participate in Project activities, (iv) assisting PMOs monitor Project implementation and collecting M&E data as required, and (v) organising the operation and maintenance of community infrastructure built by the Project.

### **B. Implementation of Components**

#### 9. *Component A - Community infrastructure improvement*

9.1. The activities under this Component shall be implemented by the BOWRs for the improvement of irrigation facilities as well as the Bureau of Health and the construction of community facilities of safe drinking water supply, the BOTs for the implementation of the village road activities and the Bureau of State Electricity Grid for grid updating. At village level, the VIGs will also be involved in the supervision and implementation of Project activities. The BOWRs and BOTs shall be responsible for the identification of eligible villages in accordance with the criteria set forth in the PIM, the design of the works by site, the formation of interest groups for Project works and to report to CPMO on the progress and results of implementation.

9.2. Bureaux of State Grid (BOSGs) shall be responsible for the implementation of the grid network. The responsibilities of the BOSGs shall include the identification of eligible villages in accordance with agreed criteria, the design of the works by site, the implementation for the grid upgrading, the operation and maintenance of the Project works and reporting to CPMO on the progress and results of implementation.

#### 10. *Component B - Sustainable agricultural development and market access support*

10.1. The BOAs shall be responsible for the implementation of the modules. The responsibilities of the BOAs shall include: the identification of eligible townships, villages and cooperatives in accordance with agreed selection criteria, the identification of target households together with VIGs, the adjustment of the modules to fit local conditions with given criteria, technical support and follow-up services to beneficiaries on module activities, facilitation of the formation of beneficiary group or farmers' cooperatives, reporting to CPMO on the progress and results of implementation.

10.2. The County Bureaux of State Forestry Administration (BOSFAs) will be responsible for the detailed planning, implementation and monitoring of the agro-forestry module under the coordination of the CPMOs and the implementation of the modules of support to farmers' cooperatives and technical service support if the agro-forestry module leads to increasing demands by farmers' cooperatives. The BOSFAs shall be responsible for the identification of eligible villages and household in accordance with agreed selection criteria together with VIGs, the adjustment of the modules to fit local conditions with given criteria, technical support, facilitation of the establishment of beneficiary groups by trade and linking them with relevant farmers' cooperatives, facilitation of the formation of beneficiary group or farmers' cooperatives, reporting to CPMO on the progress and results of implementation.

10.3. The BOWRs shall be responsible for the implementation of the development of irrigation schemes and drinking water supply facilities as well as their maintenance under the coordination of the CPMOs. Smaller maintenance work shall be carried out by the Village Committees and the WUAs. The responsibilities of the BOWRs shall include the identification of eligible villages in accordance with agreed selection criteria, the facilitation of the formation of interest groups for the operation and maintenance of Project works, design of the works by site, the organization of the construction of the infrastructure and reporting to CPMO on the progress and results of implementation.

10.4. The BOTs shall be responsible for the implementation of the development and maintenance of the village roads under the coordination of the CPMOs. The responsibilities of the BOTs shall include the identification of eligible villages in accordance with agreed selection criteria, the facilitation of the formation of interest groups for the operation and maintenance of Project works, design of the works by site, the organization of the construction of the infrastructure and reporting to CPMO on the progress and results of implementation.

### **C. Project Implementation Manual**

11. *Preparation.* The PPMO shall prepare a draft PIM. The draft PIM shall include, among other things:

- (a) Terms of reference and implementation responsibilities of Project staff, consultants and likely service providers and IAs;
- (b) Criteria for the performance appraisal of the Project professional staff;
- (c) Targeting and selection criteria for participating townships, villages, cooperatives and other beneficiaries;
- (d) Project operational, financial procedures and procurement procedures, including participatory planning, implementation and monitoring procedures;
- (e) M&E system and procedures including the Results and Impact Management System (RIMS); and
- (f) Implementation modalities for all modules.

12. *Approval and Adoption.* The Lead Project Agency shall cause the PPMO to forward the draft PIM to the Fund for comments and approval. The Lead Project Agency shall adopt the PIM, substantially in the form approved by the Fund, and the Lead Project Agency shall promptly provide copies thereof to the Fund. If the Fund does not comment on the draft PIM within thirty (30) days after receipt, it shall be deemed approved.

**Schedule 2***Allocation Table*

1. *Allocation of Loan and Grant Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the Grant and the allocation of the amounts of the Loan and the Grant to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Allocated (expressed in SDR)	Grant Amount Allocated (expressed in SDR)	Percentage of total expenditures
I. Civil works	18 260 000		51% of total cost
II. Vehicles	190 000		100% net of taxes
III. Equipment & Materials	650 000		100% net of taxes
IV. (a) Training, Workshops, Technical assistance & Studies	1 720 000		100% net of taxes
(b) Training, Workshops, Technical assistance & Studies - GRANT		210 000	100% net of taxes
V. (a) Agricultural materials	6 420 000		55% of total costs
(b) Agricultural materials - Module 6		390 000	100% net of taxes
Unallocated	3 010 000	60 000	
<b>TOTAL</b>	<b>30 250 000</b>	<b>660 000</b>	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

“Category IV(a) Training, Workshops, Technical assistance & Studies” means eligible expenditures for training, workshops, technical assistance and studies except for those covered under Category IV(b).

"Category IV(b) Training, Workshops, Technical assistance & Studies - GRANT" means eligible expenditures under Category IV(b) related to the training of beneficiaries under Module 6, trainings and/or dissemination under Module 3 described under Component B and eligible expenditures of the RIMs & Innovation for the Provincial and Xiangxi Prefecture PMOs under Component C.

"Category V(a) Agricultural materials" means all eligible expenditures for agricultural materials and inputs except those covered under Category V(b).

"Category V(b) Agricultural materials – Module 6" means eligible expenditures for agricultural inputs under Module 6 of Component B.

2. *Retroactive Financing.* Withdrawals not exceeding in the aggregate the equivalent of SDR 650 000 to pre-finance activities may be made from the Loan Account in respect of expenditures for: essential items of equipment and materials, start-up training and workshops, technical assistance and studies under Category III, Category IV(a) and agricultural materials excluding vehicles under Category II, incurred as from 2 December 2011. Such expenditures may be considered Eligible Expenditures for all purposes of this Agreement.

## Logical framework

Narrative Summary	Verifiable Indicators	Means of Verification	Assumptions
<b>GOAL</b>			
Rural development and poverty reduction in targeted areas of Hunan Province achieved.	Incomes of the rural poor in the targeted areas increased by 25%, at project closing.	-Government's policies; -Donors' reports.	
<b>OBJECTIVES</b>			
Increased incomes, improve food security, & strengthened resilience for 182,000 rural households from diversified agricultural production in 9 project counties is achieved.	-35% of HHs with improved asset ownership index compared to baseline (RIMS); -15% drop in child malnutrition prevalence compared to baseline, by gender (RIMS); -70% of HHs reporting improved food security as compared to baseline.	-RIMS and benchmark surveys; -Impact assessments.	-Continued government support for poverty reduction, agricultural development and agro-food production; -Increased income of households leads to improving HH assets and reduction in child malnutrition.
<b>OUTCOME BY COMPONENT (gender disaggregated)</b>			
<b>Preparatory phase</b> Staff at county, prefecture, township & village levels equipped to supervise and manage the implementation of the project.	-PLGs, PMOs, VIGs, & WUAs, plus other O&M committees duly established & trained; -Relevant project staff at all levels trained; -VIGs trained in well-being ranking.	-Field investigations; -Progress reports.	-Continued community commitment and ownership; -PMOs commitment assured at all levels
<b>Component A: Community infrastructure improvement:</b> Improve living and production conditions for rural men and women, by developing community infrastructure, including irrigation facilities, village roads, drinking water supply facilities and rural electricity grid upgrading	-174,000 HHs benefit from improved community infrastructure; -45% of HHs report increased productivity resulting from improved irrigation & 50% of HHs report improved access to markets; -90% of the village infrastructure O&M committees (including WUAs and drinking water users' groups) operational after 5 years, and have introduced user fee-based maintenance mechanisms; <b>-Drinking water:</b> 83,000 persons report access to 104 improved drinking water supply systems; 90% of the project supported systems operational after 5 years; & 21,000 villagers trained in schemes O&M; <b>-Electric grids:</b> 11 rural electricity grid stations upgraded, benefitting 8,800 persons. <b>-Irrigation:</b> 865 km of canals lined; 179 ponds built; 86,000 villagers trained on irrigation O&M; 75% of the villages with investments in irrigation have an operational WUA;	-RIMS and benchmark surveys; -Project M&E reports; -Agricultural census data -Sector development reports -Field visits to villages	-Continued government investment in the development of rural infrastructure; -VCs are capable in organizing maintenance of community infrastructure; -VIGs play an important role in carrying out the well-being ranking and the supervision of the implementation of the rural infrastructure, thereby creating ownership and commitment with the villagers.

Narrative Summary	Verifiable Indicators	Means of Verification	Assumptions
	<b>-Village roads:</b> 370 km of village roads paved; 250 km earth roads improved.		
<p><b>Component B: Sustainable agricultural development and market access support</b> Increased household incomes through improved access to services, improved technologies and techniques, markets, and value chains.</p>	<p>-103,000 HHs benefit from project support for sustainable agricultural development and market access support, of whom 50% are women; -75% of farmers trained adopt recommended technologies, by sector; 75% of HHs report increased incomes; 75% of supported farmer cooperatives are operational after 5 years; -50% of members report increased proportion of products marketed through cooperatives, by gender; and -75% of project-supported technical extension stations operational after 5 years.</p>	<p>-RIMS &amp; benchmark surveys; -Project M&amp;E reports; -Sector reports. -Field visits</p>	<p>-Recommended technologies are effective in increasing production; -Farmers adopt new technologies; -Service function of cooperatives recognized by farmers. -Government continues to support the reform of farmer-centred extension service system.</p>
<p><b>Component C: Project management</b> Project is implemented successfully, and M&amp;E system functions effectively</p>	<p>-Project planning, implementation, M&amp;E and reporting function effectively and timely; -100% of IFAD financing proceeds disbursed</p>	<p>-Project M&amp;E reports; -IFAD project reviews; &amp; -Project completion report.</p>	<p>-PMOs have good coordination and management capacity and function well; -PLGs function adequately.</p>

